

Mr le président, on vous fait une lettre que vous lirez peut-être si...

Pour la paix en Palestine



Mr le président, on vous fait une lettre que vous lirez peut-être si...

La guerre à Gaza se poursuit dans un bain de sang, où les femmes et les enfants y sont majoritairement victimes. Il n'existe pas de lieu où la paix et les valeurs humaines n'a pas sa place. Le collectif gersois a décidé de remettre à Monsieur le préfet, une lettre à l'adresse du Président de la République, pour exiger un cessez le feu immédiat à Gaza et proposer des mesures concrètes, urgentes et indispensables pour le retour d'une paix durable en Palestine.

On lui demande de mettre en accord ses paroles avec ses actes, ou plutôt ses actes avec ses paroles.

Patrick Maillet vice-président de l'Association en France Palestine Solidarité et un des responsables du collectif Gersois pour la paix entre Israéliens a répondu à notre questionnement :

Les demandes

" **La première**, disons la plus importante, c'est qu'on lui demande de mettre en accord ses paroles avec ses actes, ou plutôt ses actes avec ses paroles. C'est à dire qu'il a demandé le cessez le feu immédiat à Gaza, la libre circulation de l'aide humanitaire, la libération des prisonniers Israéliens mais il manque quand même pas mal de choses dans ce programme. C'est à dire qu'il faut aussi libérer les prisonniers politiques palestiniens.



Deuxièmement, il y a des choses que le Monsieur le Président ne dit pas, c'est à dire qu'il envoie un navire hôpital au large de Gaza et en même temps il continue le commerce des armes avec Israël. Donc là il y a bien quelque chose qui ne va pas. On demande qu'il fasse pression aussi sur l'Union européenne pour que l'Union européenne remette en question, suspendre tout au moins les accords économiques passés il y a quelques années avec Israël qui était subordonné aux accords du respect des droits humains en particulier à Gaza.

3e point, on aimerait aussi que le président Macron fasse pression sur le président Biden dans la mesure où le président Biden a fait voter et c'est une bonne chose une résolution. C'est une réelle avancée, une résolution à l'ONU car c'est la première fois que les États-Unis ne sont pas sur la même longueur d'onde qu'Israël, mais il continue à envoyer des armes à l'armée israélienne.

Et puis dernier point, et c'est un point aussi important, en 84, sous la mandature de François Mitterrand, le Sénat et l'Assemblée nationale en France avaient voté pour la reconnaissance d'un État de Palestine. Cela même faisait partie du programme du président François Hollande. **On attend toujours !**

Conclusion

Donc si jamais on ne prend pas des sanctions contre l'État d'Israël comme on en a pris à juste raison contre la Russie à propos de l'Ukraine, on ne fera jamais rien."

Le Comité gersois pour une paix juste et durable
entre Israéliens et Palestiniens,

à Monsieur le Président de la République française.

Monsieur le Président,

Nous avons pris bonne note de vos déclarations concernant Gaza : cessez-le-feu, libre accès de l'aide humanitaire, libération des otages. Nous souhaitons que vous vous prononciez également pour la libération des prisonniers palestiniens en Israël. Sans cette condition le Hamas ne libérera jamais ses otages israéliens.

Depuis sa création Israël n'a jamais respecté une résolution de l'ONU. Ce ne sont donc pas des déclarations d'intentions qui vont mettre fin au génocide en cours. Il est indispensable de prendre des mesures concrètes obligeant le gouvernement israélien à mettre fin à ses massacres et à respecter le Droit international.

Ainsi la France doit cesser immédiatement toute collaboration militaire avec Israël. Poursuivre le commerce des armes avec l'agresseur tout en fournissant vivres et médicaments à ses victimes est un paradoxe injustifiable.

L'Union Européenne doit suspendre ses accords économiques avec Israël, accords qui étaient subordonnés au respect des droits humains aujourd'hui bafoués. Cent quatre vingt quinze associations viennent de le demander.

La France doit faire pression sur les Etats-Unis pour qu'ils cessent leurs livraisons de munitions sans lesquelles l'armée israélienne n'a pas quinze jours de réserves.

La France s'est prononcée à plusieurs reprises pour la création d'un Etat de Palestine. Il est urgent que cela se traduise par des actes. Il ne manque que votre signature. Seul un Etat de Palestine aux côtés de l'Etat d'Israël amènera une baisse de tension dans la région et permettra de jeter les bases d'une paix juste et durable entre les deux peuples.

Ce sont, Monsieur le Président, des mesures concrètes, indispensables et urgentes qu'il est en votre pouvoir de réaliser. Ce n'est qu'une question de volonté politique.

En espérant que la voix de la raison sera entendue,
veuillez croire, Monsieur le Président, en nos sentiments respectueux.

Auch, le 27 Mars 2024.

Organisation gersoise membres du Collectif :

Associations : Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture et de la peine de mort.
Association France Palestine Solidarité. Association des Pieds Noirs Progressistes et Amis.
Communes pour la Paix. Ligue des Droits de l'Homme.
Syndicats : CGT. Confédération Paysanne. FSU. Modef. Solidaires.
Partis politiques : Les Ecologistes. LFI. NPA-officiel. PCF. POI. PS.



Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens



P1830157.JPG



P1830170.JPG